

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.296/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 24 octobre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "insérant dans la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux un nouveau Titre VI concernant les Chambres extraordinaires chargées de poursuivre les crimes commis sous le régime du Kampuchéa démocratique", a donné le 16 novembre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

L'avant-projet vise à permettre la coopération de la Belgique avec les Chambres extraordinaires chargées de poursuivre les crimes commis sous le régime du Kampuchéa démocratique et ce, par l'ajout d'un titre VI dans la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux. Comme le précise l'exposé des motifs,

"L'insertion d'un nouveau Titre VI dans la loi du 29 mars 2004 a pour objet de donner un cadre général à la coopération de la Belgique avec les Chambres extraordinaires chargées de poursuivre les crimes commis sous le régime du Kampuchéa démocratique et d'étendre l'application de certaines dispositions de la loi (principalement les dispositions concernant l'entraide judiciaire) à ces Chambres extraordinaires."

Cependant, à l'opposé de la Cour pénale internationale, du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, du Tribunal international pour le Rwanda et du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone¹, dont le statut ad hoc est fixé par ou en vertu de résolutions ou d'accords conclus avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), les Chambres extraordinaires visées par l'avant-projet de loi ne peuvent être considérées comme un tribunal pénal international au sens de la loi du 29 mars 2004, précitée. Comme le relève également l'exposé des motifs, ces Chambres extraordinaires ont été créées par la loi cambodgienne du 10 août 2001 relative à la création de Chambres extraordinaires au

¹Voir, à ce sujet, l'avis 38.763/2/V, donné le 9 août 2005, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux, et insérant dans cette loi un nouveau Titre V concernant le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone".

sein des tribunaux cambodgiens pour juger des crimes commis durant la période du Kampuchéa démocratique, modifiée par la loi du 27 octobre 2004. Cette loi prévoit notamment la compétence matérielle, personnelle et temporelle des chambres, leur composition, le mode de nomination des juges et des procureurs, le statut, les privilèges et les immunités des juges, des procureurs et des avocats, les incriminations, la procédure, les peines applicables, le financement, l'emploi des langues. Les Chambres extraordinaires sont donc bien des tribunaux cambodgiens, créés par le droit interne du Cambodge, dans le cadre de l'appareil judiciaire de ce pays.

Il est vrai que les Chambres extraordinaires présentent deux caractéristiques inhabituelles pour des juridictions nationales :

- a) elles ont fait l'objet d'un accord entre l'ONU et le Gouvernement royal cambodgien "concernant la poursuite, conformément au droit cambodgien, des auteurs des crimes commis pendant la période du Kampuchéa démocratique",
- b) elles sont composées, pour partie, de magistrats qui ne sont pas de nationalité cambodgienne.

Dès lors cependant que l'accord a été ratifié par le Cambodge et que la loi cambodgienne a été adaptée pour s'y conformer, ces deux circonstances ne remettent pas en cause le caractère formellement national des Chambres extraordinaires.

Par ailleurs, comme le relève encore l'exposé des motifs, la Belgique, comme tous les autres États membres de l'ONU, est tiers à l'accord international du 27 mars 2003 fixant les règles régissant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le gouvernement royal cambodgien. Il n'y a dès lors, de plein droit, aucune obligation générale de coopération dans le chef de la Belgique envers ces Chambres extraordinaires. L'avant-projet de loi, qui se limite à régler certains aspects de l'entraide judiciaire mineure avec les Chambres extraordinaires, se présente donc comme une loi particulière qui tend à consacrer l'engagement unilatéralement pris par la Belgique

d'assurer, selon des modalités particulières et en dehors de tout traité conclu avec le Cambodge à cet effet, une certaine forme d'entraide judiciaire mineure au profit des Chambres extraordinaires constituées au sein des tribunaux cambodgiens. Ce mécanisme particulier tend, en d'autres termes, à déroger pour un cas bien spécifique aux mécanismes généraux d'entraide judiciaire déjà mis en place par la Belgique et qui trouveraient à s'appliquer si l'avant-projet de loi n'était pas adopté ².

En conséquence, plutôt que d'insérer les dispositions envisagées dans la loi du 29 mars 2004, précitée ³, il conviendrait que les dispositions en projet fassent l'objet d'une loi particulière ayant pour effet de déroger aux divers mécanismes d'entraide judiciaire (mineure) internationale déjà organisés en droit belge, dont, plus spécifiquement, la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90ter du Code d'instruction criminelle.

C'est sous réserve de cette observation que sont formulées les observations particulières suivantes.

²Voir, notamment, la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90ter du Code d'instruction criminelle, qui vise tant les cas où un traité a été conclu que ceux où aucun traité n'a été conclu avec l'État concerné.

Voir, également, la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions et la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement inter-étatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de peines et de mesures privatives de liberté. L'extradition et le transfèrement inter-étatique dépassent, il est vrai, le cadre de l'entraide judiciaire mineure, telle qu'envisagée par l'avant-projet de loi. Cependant, l'article 11 de la loi du 15 mars 1874, précitée, concerne spécifiquement les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction.

³Dont l'intitulé devrait en tout état de cause être modifié, du fait que les Chambres extraordinaires ne peuvent pas être considérées comme constituant un tribunal pénal international au sens de ladite loi.

Observations particulières

Dispositif

Article 3

Le chapitre 1^{er} comprend les articles 64 à 67 et non les articles 64 à 69.

Article 4

(article 64 en projet)

L'avant-projet considère comme juge d'instruction et comme procureur

"(...) toute personne autorisée par eux ou travaillant sous leur autorité dans le cadre des fonctions qui leur incombent en vertu du Statut".

Il en résulte que la Belgique devrait exécuter des mesures, y compris des mesures de contrainte, émanant de personnes qui n'ont pas la qualité de magistrats.

Cette extension ne peut être admise. Elle ne trouve d'ailleurs pas de fondement dans la loi cambodgienne. Seuls les substituts peuvent être assimilés aux procureurs.

Article 9

(article 68 en projet)

1. L'article 68, § 1^{er}, en projet, dispose que les demandes du procureur ou du juge d'instruction, ou les ordonnances des Chambres extraordinaires sont exécutées selon la procédure prévue par la législation belge et, à moins que cette législation ne l'interdise, comme il est dit dans la demande.

La référence à la législation belge manque de précision : s'agit-il uniquement des dispositions applicables aux procédures exclusivement belges à savoir, principalement, la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et le Code d'instruction criminelle ou s'agit-il également des lois belges réglant la coopération internationale, à savoir l'article 11 de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions, la loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations et la loi du 9 décembre 2004, précitée ?

Compte tenu de ce que l'avant-projet prévoit des règles spécifiques pour l'entraide judiciaire avec les Chambres extraordinaires, c'est la première solution qui semble devoir être retenue. Il serait utile de le préciser dans l'exposé des motifs.

2. Contrairement à ce que prévoient certaines conventions internationales ou certaines lois, l'avant-projet ne fixe aucune condition, même pour les mesures de contrainte, auxquelles devraient satisfaire les demandes des Chambres extraordinaires pour être exécutées en Belgique, par exemple en ce qui concerne la double incrimination, la nature politique ou non de l'infraction, le respect du principe non bis in idem, la garantie du respect des droits fondamentaux, l'atteinte que l'exécution de la demande porterait à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels du pays, etc. C'est donc au cas par cas que l'autorité centrale, c'est-à-dire le Ministre de la Justice, accordera ou non la mesure demandée.

3. Le paragraphe 2 dispose que la demande du procureur ou du juge d'instruction, ou l'ordonnance des Chambres extraordinaires qui porte sur une mesure de contrainte est exécutée par le juge d'instruction du lieu où la mesure doit être exécutée.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur le fait que depuis la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction ("loi Franchimont"), le procureur du Roi peut ordonner une saisie, qui est une mesure de contrainte, dans le cadre de l'information, même en dehors de l'hypothèse du flagrant crime ou délit.

Le Conseil d'État se demande, dès lors, pour quelle raison une saisie demandée par le procureur des Chambres extraordinaires ne pourrait pas être exécutée par le procureur du Roi.

4. Le paragraphe 3 dispose, en sa première phrase, que

"La Belgique exécute les mesures de confiscation ordonnées par les Chambres extraordinaires sans préjudice des droits des tiers de bonne foi."

La sauvegarde des droits des tiers de bonne foi est également mentionnée à la troisième phrase.

Dans l'avis 32.992/2, donné le 29 mai 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux, la section de législation du Conseil d'État avait, sur une disposition similaire, formulé l'observation suivante :

"Cette disposition précise que les peines d'amende et les mesures de confiscation ordonnées par la Cour sont exécutées «sans préjudice du droit des tiers». Le projet ne précise cependant pas comment le droit des tiers sera garanti.

Le Conseil d'État s'est demandé si l'arrêté royal du 9 août 1991 réglant le délai et les modalités du recours des tiers prétendant droit sur une chose confisquée s'appliquera. Le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

«La procédure prévue par l'arrêté royal du 9 août 1991 pour la protection des droits des tiers est d'application. Une référence à son application devra être introduite dans l'exposé des motifs».

Cette précision gagnerait à figurer dans le dispositif".

Une observation similaire peut être faite en ce qui concerne l'avant-projet examiné.

5. Le paragraphe 3 dispose que la décision de confiscation doit obtenir l'exequatur du tribunal correctionnel du lieu où sont situés les biens.

L'absence de référence à la loi du 20 mai 1997, précitée, se justifie par le fait que, comme observé ci-dessus, l'avant-projet entend établir un régime spécifique et indépendant des autres règles en matière de coopération judiciaire internationale.

Il convient cependant de préciser, dans l'avant-projet, ce que doit vérifier le tribunal correctionnel lorsqu'il procède à l'exequatur.

6. Le paragraphe 3, troisième phrase, dispose que

"Lorsqu'il est impossible de donner effet à l'ordonnance de confiscation, des mesures de confiscation par équivalent, visées à l'article 43bis, alinéa 2, du Code pénal sont prises sans préjudice des droits des tiers de bonne foi."

Dans l'avis 32.992/2, précité, la section de législation du Conseil d'État avait fait, à propos d'une disposition similaire, l'observation suivante :

"L'alinéa 2, en projet, dispose que lorsqu'il est impossible de donner effet à l'ordonnance de confiscation, des mesures de confiscation par équivalent, visées à l'article 43bis, § 2, du Code pénal, sont prises sans préjudice des droits des tiers de bonne foi.

L'alinéa 2 prévoit la possibilité de prendre des mesures de confiscation par équivalent, "visées à l'article 43bis, § 2, du Code pénal", sans préciser clairement qui prend ces mesures. Comme l'article 43bis, § 2, ne concerne que le juge qui prononce la peine, il y a lieu d'indiquer expressément dans l'avant-projet que le juge chargé de l'exequatur peut ordonner la confiscation par équivalent conformément à l'article 43bis".

Une observation identique peut être faite en l'espèce.

7. Le paragraphe 4 dispose que les mesures de protection des témoins menacés ou de leurs proches sont prises ou retirées par l'autorité centrale. Il convient de justifier dans l'exposé des motifs pour quelle raison cette décision n'est pas prise par la Commission de protection des témoins, comme le prévoient les articles 104 et 109 du Code d'instruction criminelle.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.296/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 oktober 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot invoeging in de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen van een nieuwe titel VI betreffende de bijzondere kamers belast met de vervolging van de misdaden gepleegd onder het regime van democratisch Kampuchea", heeft op 16 november 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Het voorontwerp strekt ertoe de samenwerking van België met de bijzondere kamers belast met de vervolging van de misdaden gepleegd onder het regime van Democratisch Kampuchea mogelijk te maken, en wel door de invoeging van een titel VI in de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen. In de memorie van toelichting staat daaromtrent te lezen :

"De invoeging van een nieuwe titel VI in de wet van 29 maart 2004 heeft tot doel een algemeen kader te geven aan de samenwerking van België met de bijzondere kamers belast met de vervolging van de misdaden gepleegd onder het regime van democratisch Kampuchéa en de toepassing van sommige bepalingen van de wet (hoofdzakelijk de bepalingen inzake de wederzijdse rechtshulp) uit te breiden tot deze bijzondere kamers."

In tegenstelling tot het Internationaal Strafgerechtshof, het Internationaal Tribunaal voor voormalig Joegoslavië, het Internationaal Tribunaal voor Ruanda en het Speciaal Tribunaal voor Sierra Leone ¹, waarvan het statuut ad hoc vastgelegd is bij of krachtens resoluties of akkoorden gesloten met de Organisatie van de Verenigde Naties

¹Zie in dat verband advies 38.763/2/V, op 9 augustus 2005 verstrekt over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen, en tot invoeging in deze wet van een nieuwe Titel V betreffende het Speciaal Tribunaal voor Sierra Leone".

(OVN), kunnen de bijzondere kamers genoemd in het voorontwerp van wet niet beschouwd worden als een internationaal strafrechtshof in de zin van de voornoemde wet van 29 maart 2004. Zoals ook in de memorie van toelichting wordt opgemerkt, zijn die bijzondere kamers opgericht bij de Kampucheaanse wet van 10 augustus 2001 houdende oprichting van bijzondere kamers binnen de Kampucheaanse rechtbanken tot berechting van de misdaden gepleegd tijdens het regime van Democratisch Kampuchea, welke wet is gewijzigd bij de wet van 27 oktober 2004. Deze wet bepaalt onder meer de bevoegdheid *ratione materiae*, *ratione personae* en *ratione temporis* van de kamers, hun samenstelling, de wijze van benoemen van de rechters en aanklagers, het statuut, de privileges en immuniteiten van de rechters, de aanklagers en de advocaten, de inbeschuldigingstellingen, de procedure, de toepasselijke straffen, de financiering en het gebruik van de talen. De bijzondere kamers zijn dus wel degelijk Kampucheaanse rechtbanken opgericht bij het interne Kampucheaanse recht, binnen het kader van het gerechtelijk instrumentarium van dat land.

Weliswaar vertonen de bijzondere kamers twee kenmerken die ongewoon zijn voor nationale gerechten :

- a) ze zijn het voorwerp geweest van een akkoord, gesloten tussen de OVN en de Koninklijke Regering van Kampuchea "betreffende de vervolging, overeenkomstig het Kampucheaanse recht, van de daders van misdaden gepleegd tijdens het regime van Democratisch Kampuchea",
- b) ze zijn gedeeltelijk samengesteld uit magistraten die niet de Kampucheaanse nationaliteit hebben.

Ofschoon het akkoord bekrachtigd is door Kampuchea en de Kampucheaanse wet is aangepast teneinde ermee in overeenstemming te zijn, doen die twee omstandigheden niets af aan het feit dat de bijzondere kamers een formeel nationaal karakter vertonen.

Zoals in de memorie van toelichting eveneens wordt opgemerkt, is België, zoals alle overige lidstaten van de OVN, bovendien een derde partij bij het internationaal akkoord van 27 maart 2003 tot vaststelling van de regels op het stuk van de samenwerking tussen de Organisatie van de Verenigde Naties en de Koninklijke Regering van

.../...

Kampuchea. Van rechtswege bestaat er voor België dus geen enkele algemene verplichting tot samenwerking met die bijzondere kamers. Het voorontwerp van wet, dat zich ertoe bepaalt sommige aspecten van beperkte wederzijdse rechtshulp met de bijzondere kamers te regelen, dient zich dus aan als een bijzondere wet, die ertoe strekt de eenzijdige verbintenis vast te leggen welke België is aangegaan om volgens specifieke regels en buiten het kader van enig daartoe met Kampuchea gesloten verdrag te voorzien in een zekere vorm van beperkte wederzijdse rechtshulp aan de bijzondere kamers opgericht binnen de Kampucheaanse rechtbanken. Kortom, die regeling strekt ertoe met betrekking tot een zeer specifieke materie af te wijken van de algemene regelingen van wederzijdse rechtshulp die België reeds heeft opgezet en die toepassing zouden vinden indien het voorontwerp van wet niet zou worden aangenomen ².

Veeleer dan de ontworpen bepalingen in te voegen in de voornoemde wet van 29 maart 2004 ³, dienen ze bijgevolg opgenomen te worden in een bijzondere wet die voorziet in een afwijking van de diverse regelingen van internationale (beperkte)

²Zie inzonderheid de wet van 9 december 2004 betreffende de wederzijdse internationale rechtshulp in strafzaken en tot wijziging van artikel 90^{ter} van het Wetboek van Strafvordering, die zowel de gevallen betreft waarin met de betrokken Staat een verdrag is gesloten, als die waarin daarmee geen verdrag is gesloten.

Zie eveneens de wet van 15 maart 1874 op de uitlevering en de wet van 23 mei 1990 inzake de overbrenging tussen Staten van veroordeelde personen, de overname en de overdracht van het toezicht op voorwaardelijk veroordeelde of voorwaardelijk in vrijheid gestelde personen, en de overname en de overdracht van de tenuitvoerlegging van vrijheidsbenemende straffen en maatregelen. De uitlevering en de overbrenging tussen Staten gaan het kader van de beperkte wederzijdse rechtshulp weliswaar te buiten, zoals deze door het voorontwerp van wet wordt geregeld, maar artikel 11 van de voornoemde wet van 15 maart 1874 betreft specifiek de rogatoire commissies strekkende tot een huiszoeking of de inbeslagneming van het voorwerp van het misdrijf of van overtuigingsstukken.

³Waarvan het opschrift in ieder geval zal moeten worden gewijzigd doordat de bijzondere kamers niet kunnen worden beschouwd als een internationaal strafgerechtshof in de zin van die wet.

wederzijdse rechtshulp die reeds zijn vastgelegd in het Belgische recht, waaronder meer in het bijzonder de wet van 9 december 2004 betreffende de wederzijdse internationale rechtshulp in strafzaken en tot wijziging van artikel 90^{ter} van het Wetboek van Strafvordering.

Het is onder voorbehoud van die opmerking dat de volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 3

Hoofdstuk 1 bevat niet de artikelen 64 tot 69, maar de artikelen 64 tot 67.

Artikel 4

(ontworpen artikel 64)

Volgens het voorontwerp wordt onder onderzoeksrechter en onder aanklager verstaan :

"(...) eenieder die door hen is gemachtigd of onder hun gezag werkt in het kader van de functie die zij op grond van het Statuut uitoefenen".

Daaruit volgt dat België maatregelen zou moeten uitvoeren, waaronder dwangmaatregelen, uitgaande van personen die niet de hoedanigheid van magistraat hebben.

Die uitbreiding is onaanvaardbaar. Ze vindt trouwens geen grondslag in de Kampucheaanse wet. Alleen de substituten kunnen worden gelijkgesteld met de aanklagers.

Artikel 9

(ontworpen artikel 68)

1. Het ontworpen artikel 68, § 1, bepaalt dat de verzoeken van de aanklager of de onderzoeksrechter en de beschikkingen van de bijzondere kamers ten uitvoer worden gelegd volgens de procedure bepaald in de Belgische wetgeving en op de wijze omschreven in het verzoek, tenzij de voornoemde wetgeving zulks verbiedt.

De verwijzing naar de Belgische wetgeving is onvoldoende precies : betreft het uitsluitend de bepalingen toepasselijk op de exclusief Belgische procedures, te weten

.../...

voornamelijk de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, alsmede het Wetboek van Strafvordering, of betreft het eveneens de Belgische wetten die de internationale samenwerking regelen, te weten artikel 11 van de wet van 15 maart 1874 op de uitlevering, de wet van 20 mei 1997 betreffende de internationale samenwerking inzake de tenuitvoerlegging van inbeslagnemingen en verbeurdverklaringen en de vornoemde wet van 9 december 2004?

Gelet op het feit dat het voorontwerp specifieke regels bevat voor rechtshulp met de bijzondere kamers, lijkt de eerste oplossing voor de hand te liggen. Het zou nuttig zijn zulks te preciseren in de memorie van toelichting.

2. In tegenstelling tot wat bepaalde internationale overeenkomsten of bepaalde wetten voorschrijven, stelt het voorontwerp geen enkele voorwaarde, ook niet voor de dwangmaatregelen, waaraan de verzoeken van de bijzondere kamers moeten voldoen om in België uitvoering te krijgen, bijvoorbeeld wat betreft de dubbele tenlastelegging, de vraag of het strafbare feit al dan niet van politieke aard is, de inachtneming van het beginsel non bis in idem, de garantie van de naleving van de fundamentele rechten, de aantasting van de soevereiniteit, de veiligheid, de openbare orde of andere wezenlijke belangen van België, die de uitvoering van het verzoek zou meebrengen, enz. Het is dus geval per geval dat de centrale autoriteit, dat wil zeggen de Minister van Justitie, de aangevraagde maatregel al dan niet zal toestaan.

3. Paragraaf 2 bepaalt dat het verzoek van de aanklager of van de onderzoeksrechter of de beschikking van de bijzondere kamers die betrekking heeft op een dwangmaatregel, ten uitvoer wordt gelegd door de onderzoeksrechter van de plaats waar de maatregel moet worden uitgevoerd.

De steller van het voorontwerp wordt er evenwel op gewezen dat sedert de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek ("wet Franchimont") de procureur des Konings een inbeslagneming kan gelasten, die een dwangmaatregel is, in het kader van het opsporingsonderzoek, zelfs buiten het geval van ontdekking op heterdaad van een misdaad of wanbedrijf.

.../...

De Raad van State vraagt zich dan ook af waarom een door de aanklager van de bijzondere kamers gevorderde inbeslagneming niet door de procureur des Konings kan worden uitgevoerd.

4. De eerste zin van paragraaf 3 luidt als volgt :

"Onverminderd de rechten van derden te goeder trouw legt België de maatregelen houdende verbeurdverklaring ten uitvoer die de bijzondere kamers hebben bevolen."

De bescherming van de rechten van derden te goeder trouw komt eveneens ter sprake in de derde zin.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in advies 32.992/2, dat op 29 mei 2002 verstrekt is omtrent een voorontwerp dat geworden is de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen, de volgende opmerking gemaakt :

"In deze bepaling wordt erop gewezen dat de geldboeten en de maatregelen houdende verbeurdverklaring bevolen door het Hof ten uitvoer worden gelegd 'onverminderd de rechten van derden'. In het ontwerp wordt echter niet verduidelijkt hoe de rechten van derden zullen worden gewaarborgd.

De Raad van State heeft zich afgevraagd of het koninklijk besluit van 9 augustus 1991 tot vaststelling van de termijn waarbinnen en de wijze waarop een rechtsmiddel kan worden aangewend door derden die beweren recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak zal worden toegepast. De gemachtigde ambtenaar heeft het volgende geantwoord :

«La procédure prévue par l'arrêté royal du 9 août 1991 pour la protection des droits des tiers est d'application. Une référence à son application devra être introduite dans l'exposé des motifs».

Die precisering zou in het dispositief moeten komen."

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt met betrekking tot het onderzochte voorontwerp.

5. Paragraaf 3 bepaalt dat de beslissing tot verbeurdverklaring uitvoerbaar moet worden verklaard door de correctionele rechtbank van de plaats waar de goederen gelegen zijn.

Het feit dat niet wordt verwezen naar de voornoemde wet van 20 mei 1997 wordt gerechtvaardigd door de omstandigheid dat, zoals hierboven is opgemerkt, het voorontwerp ertoe strekt een specifieke regeling in te voeren die los staat van de overige regels inzake internationale wederzijdse rechtshulp.

Evenwel moet in het voorontwerp worden gepreciseerd wat de correctionele rechtbank moet controleren wanneer ze tot uitvoerbaarverklaring overgaat.

6. Paragraaf 3, derde zin, bepaalt :

"Indien het onmogelijk is gevolg te geven aan het bevel tot verbeurdverklaring, worden gelijkwaardige maatregelen genomen zoals bedoeld in artikel 43*bis*, tweede lid, van het Strafwetboek, zulks onverminderd de rechten van derden te goeder trouw."

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in het voornoemde advies 32.992/2 in verband met een soortgelijke bepaling de volgende opmerking gemaakt :

"Het ontworpen tweede lid bepaalt dat wanneer het onmogelijk is gevolg te geven aan het bevel tot verbeurdverklaring, gelijkwaardige verbeurdverklaringsmaatregelen (worden) genomen die zijn bedoeld in artikel 43*bis*, § 2, van het Statuut (lezen "Strafwetboek"), zulks onverminderd de rechten van derden te goeder trouw.

Het tweede lid biedt de mogelijkheid om gelijkwaardige maatregelen van verbeurdverklaring te nemen als 'bedoeld in artikel 43*bis*, § 2, van het (Strafwetboek)', zonder dat duidelijk wordt gepreciseerd wie die maatregelen neemt. Aangezien artikel 43*bis*, § 2, alleen betrekking heeft op de rechter die de straf uitspreekt, moet in het voorontwerp uitdrukkelijk worden aangegeven dat de exequaturrechter een gelijkwaardige verbeurdverklaring kan bevelen overeenkomstig artikel 43*bis*."

Een soortgelijke opmerking kan in dezen worden gemaakt.

7. Paragraaf 4 bepaalt dat de beschermingsmaatregelen ten aanzien van bedreigde getuigen of hun verwanten genomen en ingetrokken worden door de centrale autoriteit. In de memorie van toelichting moet worden verantwoord waarom die beslissing niet wordt genomen door de Getuigenbeschermingscommissie, zoals de artikelen 104 en 109 van het Wetboek van Strafvordering voorschrijven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS